

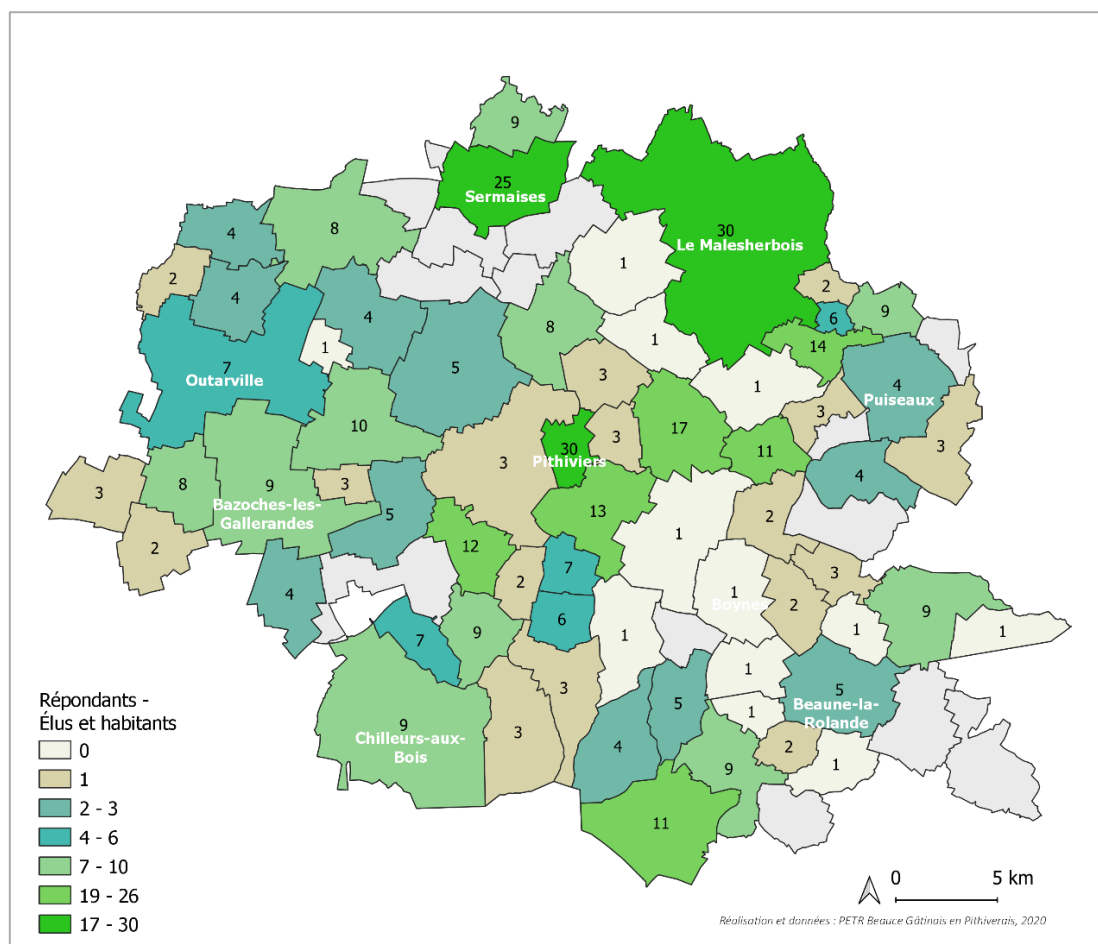
Rendu de l'enquête dans le cadre de l'élaboration du Plan Climat Air Énergie Territorial - PCAET

Entre le 06 août et le 29 septembre 2020, les habitants et élus du Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais ont été invités à répondre à une enquête portant sur la transition énergétique et écologique. Le présent document rend compte des résultats, sous une forme synthétique.

1.1. Participants à l'enquête

Un total de 427 réponses a été récolté¹. 96 de ces réponses sont celles des élus de notre territoire, contre 331 pour les habitants et acteurs socio-économiques.

Communes de résidence des répondants, élus comme habitants.

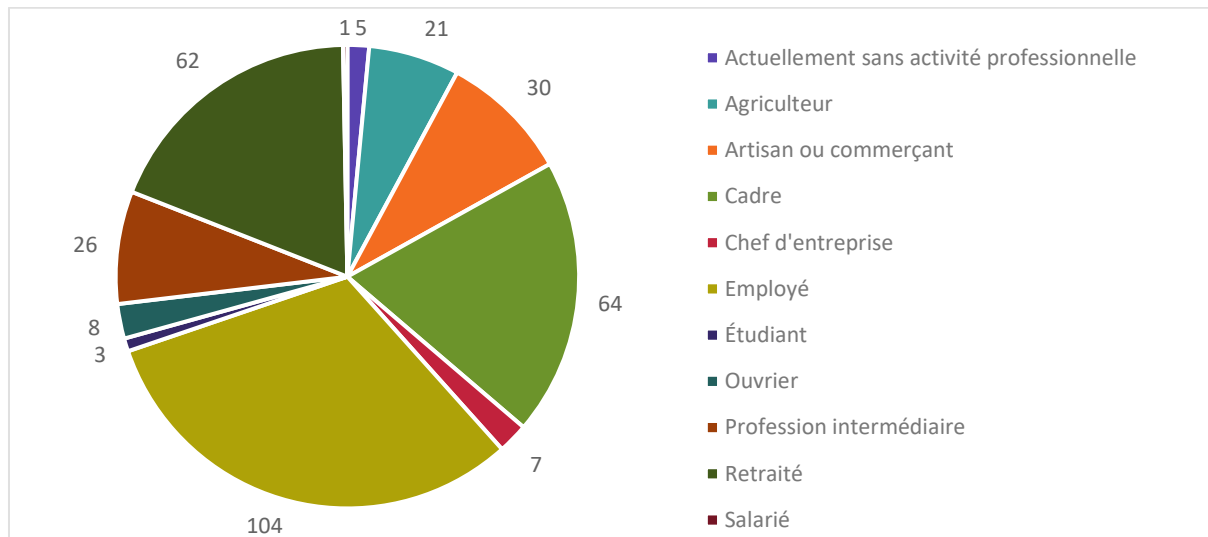


400 des répondants ont indiqué résider sur l'une des 78 communes du territoire. Les 27 autres participants n'ont pas indiqué leur lieu de résidence (13 réponses) ou ne résident pas sur le territoire (14 réponses).

¹ Il s'agit des réponses valides comptabilisées. Les réponses en double ont été supprimées.

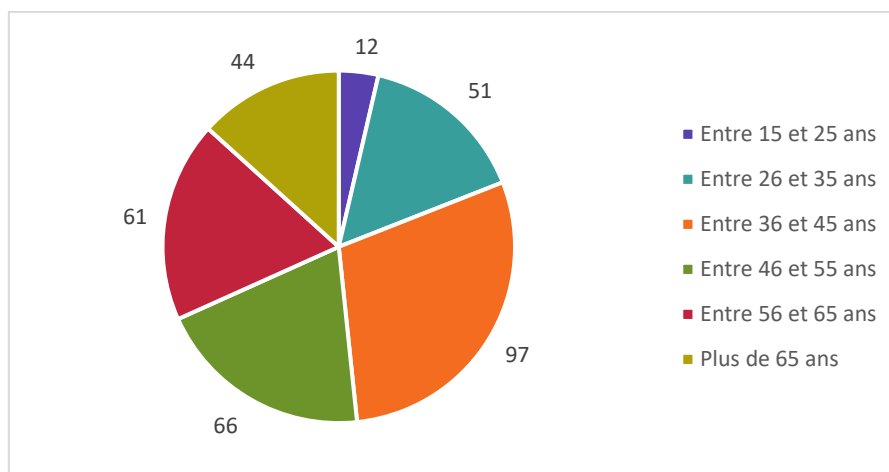
Au niveau des participants à l'enquête dédiée aux habitants et acteurs socio-économiques, nous retrouvons une part importante d'employés, de cadres et de retraités.

Répartition des 331 répondants selon le type de profession ou d'activités (habitants/acteurs)



Au niveau des âges, la répartition est plus homogène. Seuls, les jeunes de 15 à 25 ans sont nettement sous-représentés.

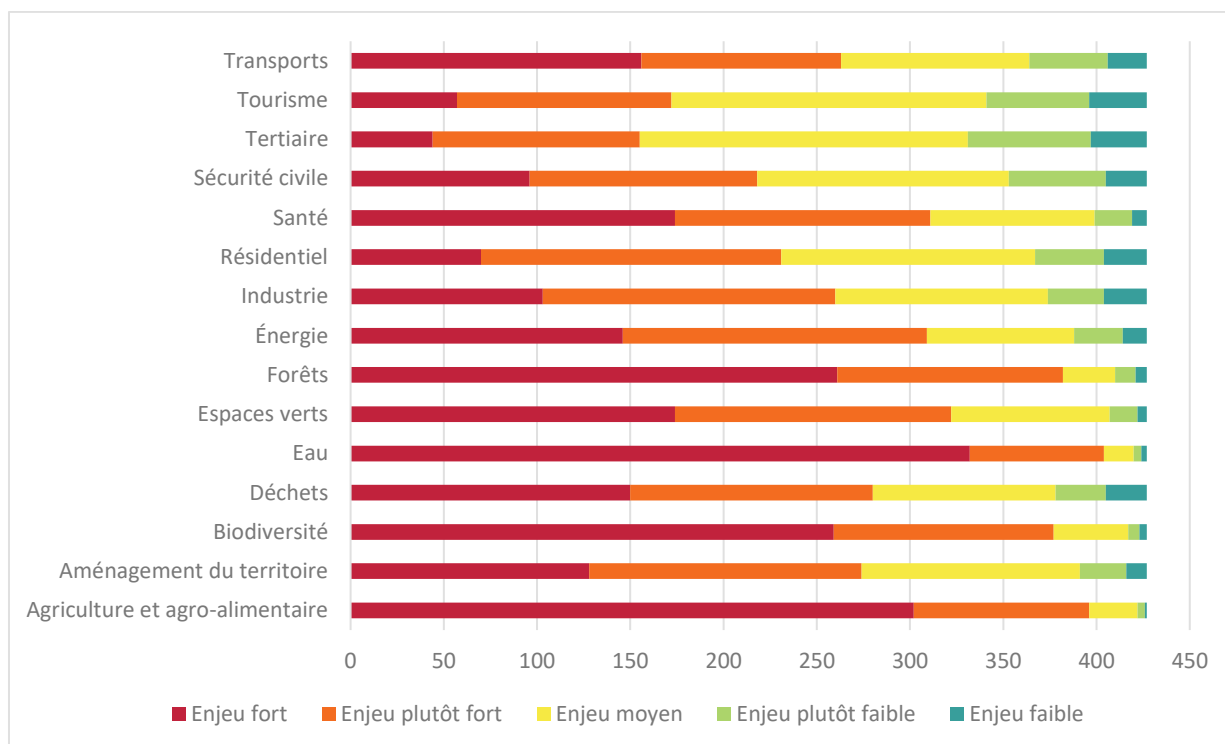
Âges des 331 répondants (habitants/acteurs)



1.2. Lutter contre le changement climatique

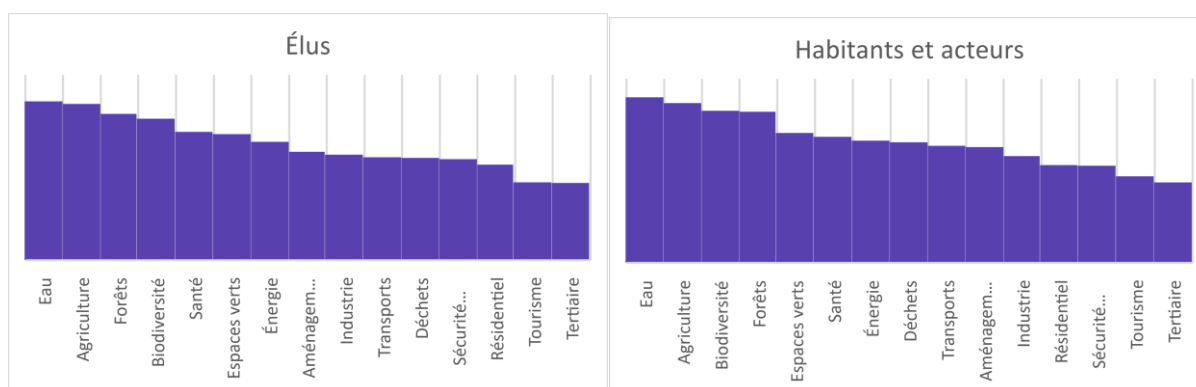
Les effets du changement climatique sur le climat du Pithiverais ont brièvement été présentés pour introduire la question portant sur les différents enjeux. Les 427 participants devaient répondre à la question suivante : « Selon vous, quels sont les enjeux prioritaires face au changement climatique ? »

L'importance des enjeux face au changement climatique



Cinq niveaux d'enjeux étaient proposés. Les réponses des participants montrent globalement une sensibilisation existante sur les questions environnementales.

Les secteurs hiérarchisés par ordre d'importance



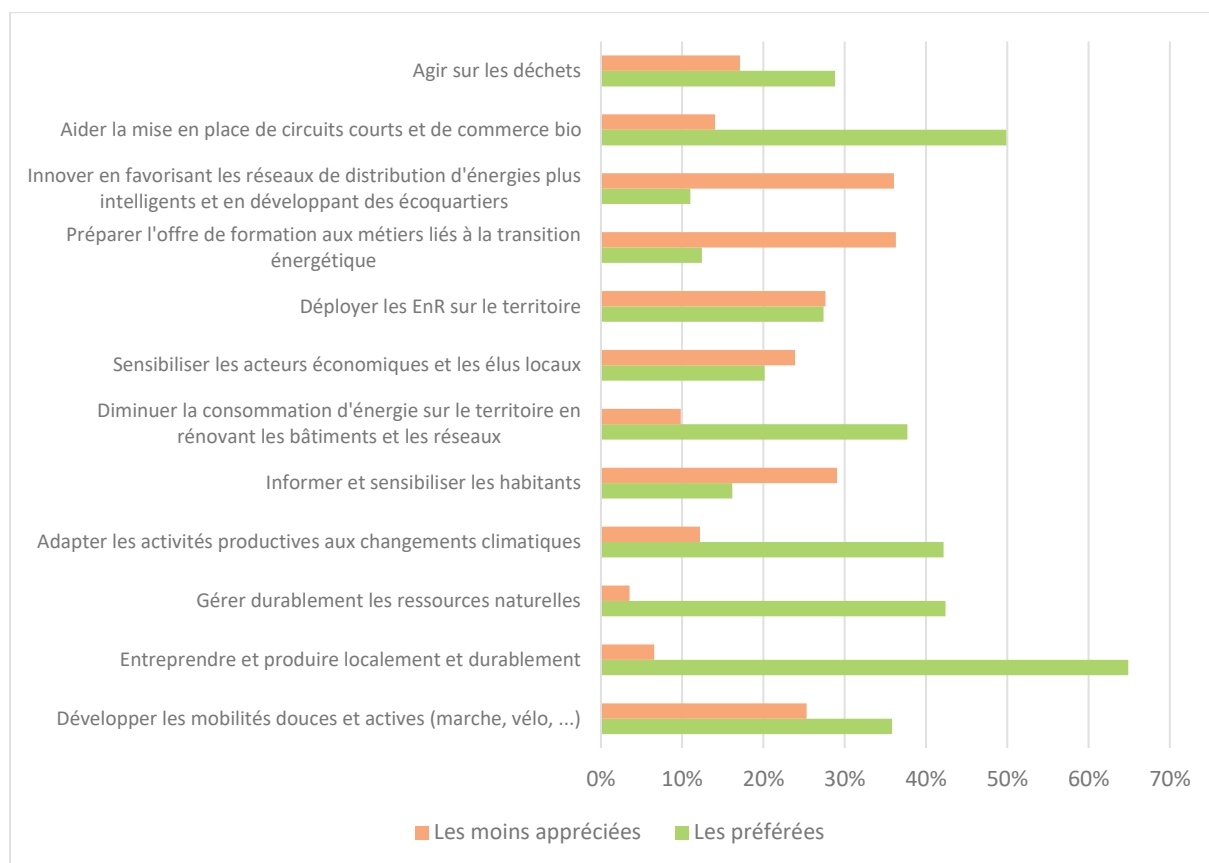
Les répondants, qu'ils soient élus, acteurs du territoire ou habitants, ont une vision assez similaire des possibles effets du changement climatique. Ainsi, les sujets de l'eau, de l'agriculture, des forêts et plus généralement de la biodiversité arrivent en tête dans les deux cas. Les sujets perçus comme les moins soumis aux effets du changement climatique sont le tertiaire, le tourisme, le résidentiel et ce qui concerne la sécurité civile.

1.3. Quelle stratégie pour notre territoire ?

En amont de l'élaboration de la stratégie territoriale du Plan Climat, nous nous sommes intéressés aux choix possibles et ainsi, 12 propositions ont été présentées aux participants. Tout d'abord, les participants ont dû désigner les propositions qui leur plaisaient le plus et celles qu'ils appréciaient le moins. Un maximum de quatre choix pour chacune des deux catégories a été établi.

Appréciation des propositions selon les 427 participants (habitants et élus)

Pour la lecture de ce graphique : exemple de « gérer durablement les ressources naturelles » : 42 % des participants ont choisi cette proposition lorsqu'on leur demande leurs choix préférés tandis que 4 % l'ont choisie en raison d'une non-appréciation.



Il en ressort que le développement local est privilégié (**Entreprendre et produire localement et durablement** et **Aider la mise en place de circuits courts et de commerce bio** (et autres démarches éco-responsables)). La part de personnes non intéressées par ces deux propositions est relativement faible.

La **gestion durable des ressources naturelles** est appréciée par près de 40 % des participants.

L'**adaptation des activités productives au changement climatique** est appréciée par un peu plus de 40% des votants mais moins appréciée par plus de 10 % du panel.

Vient ensuite la diminution de la consommation énergétique.

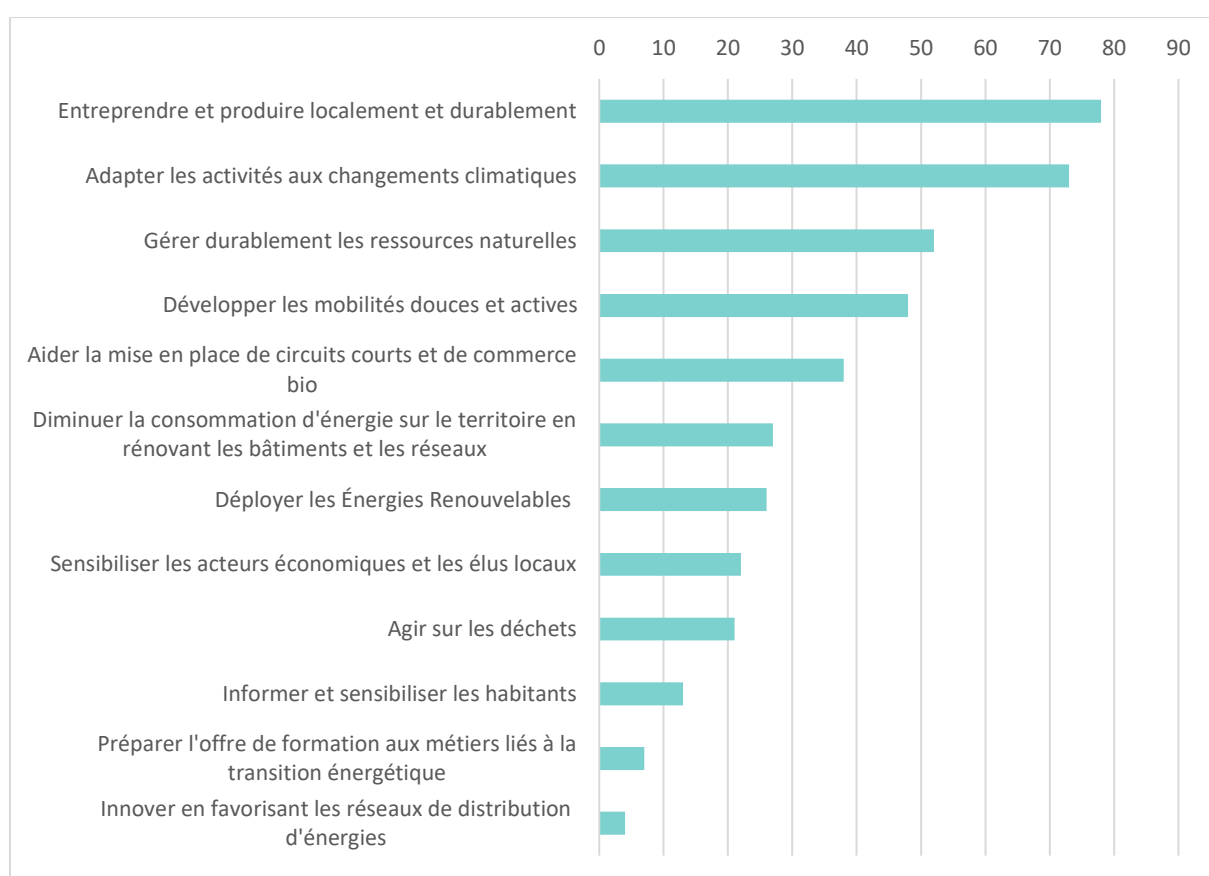
Concernant les propositions les moins bien appréciées, nous retrouvons **l'innovation en favorisant les réseaux d'énergies plus intelligents et en développant des écoquartiers** et **la préparation de l'offre de formation aux métiers liés à la transition énergétique**. Plus de 30 % des votants considèrent ces propositions comme moins intéressantes. Seuls environ 10 % des votants apprécient ces propositions.

L'information et la sensibilisation des habitants est moyennement appréciée : 29 % sont peu favorables, contre 16 % d'intéressés.

Plusieurs propositions ont des résultats plus mitigés. C'est le cas de la gestion des déchets, du déploiement des Énergies Renouvelables (EnR), de la sensibilisation des acteurs économiques et des élus ainsi que du développement des mobilités douces et actives. Pour ces propositions, il y a environ le même nombre de votants.

À la suite de cela, les répondants avaient la possibilité de définir la proposition qui leur paraissait prioritaire (1 choix seulement). Il était également possible d'ajouter sa propre proposition (18 résultats, détaillés hors du graphique).

Les propositions prioritaires selon le panel de l'enquête



75 % du panel souhaite se concentrer sur les 6 propositions considérées comme prioritaires.

Les 18 propositions rédigées par les participants, présentées ci-dessous, concernent divers sujets :

La responsabilité de tous :

- Sensibiliser les populations à l'impact de la surconsommation
- Éteindre les lumières la nuit
- Responsabilité de chacun
- Changer les pratiques de chacun au quotidien

Le fonctionnement du système :

- Changer le système basé sur le profit
- Faire en sorte que les pollueurs soient les payeurs

La protection des sols agricoles et naturels :

- Limiter l'extension immobilière : récupérer les friches industrielles, rénover ou reconstruire dans le centre-ville ou le village plutôt qu'étendre les surfaces construites dans le périurbain
- Parallèlement aux autres propositions, aider au développement d'un environnement vert, pour limiter l'érosion du sol, garder l'humidité [des sols] en améliorant le climat autour et dans chaque commune
- Replanter des arbres et des haies notamment le long des routes

Le développement local :

- L'urgence climatique est telle que chaque euro de dépense publique devrait l'être en référence à cette urgence. Chaque euro dépensé devrait contribuer à améliorer la situation
- Rapprocher lieu de travail et habitation = énergie et temps économisés, comme par le passé - donc produire localement.

L'agriculture :

- Passer à l'agriculture biologique, respect de la biodiversité
- Stopper les monocultures, betteraves, céréales, sur des sols appauvris
- Préserver l'agriculture et les cultures « réservoir » de CO2

L'énergie :

- Provoquer la réduction des besoins de déplacements (travail, vie associative, courses alimentaires) et de dépense d'énergie en industrie et résidentiel ; donc agir sur la réduction du besoin plus que sa conséquence
- Favoriser le gaz
- « Tout est bien SAUF les éoliennes ; RAS LE BOL DES EOLIENNES ! »
- Il faut cesser de déforester la forêt d'Orléans, pour favoriser la filière bois

La question suivante était : « Selon vous et selon les atouts de notre territoire, quelle proposition serait la plus bénéfique, et pourquoi ? »

Il y a un total de 229 réponses (174 provenant des habitants et 55 des élus) à cette question. Une partie des réponses, les plus représentatives, est rappelée ci-dessous.

Adapter l'agriculture :

- L'agriculture très présente sur le territoire pourrait être expérimentale pour adapter ce secteur aux changements climatiques et déployer les solutions qui fonctionnent à plus grande échelle.
- Région agricole, il serait donc logique d'aider les agriculteurs à adapter leurs cultures au changement climatique.

Aménagement du territoire et rénovation des bâtiments :

- Proposer une offre de rénovation énergétique des habitations - c'est un des plus forts gisements d'économie financière (la meilleure économie d'énergie est celle que l'on ne produit pas).
- Faire en sorte que l'on puisse vivre en limitant les déplacements (courses, santé, administration, etc.) en gardant la même qualité de prestations qu'en ville, avec en plus la convivialité.

Gestion des déchets :

- Valoriser le recyclage, donner une seconde vie.
- Lutter contre le gaspillage.

Adapter l'économie :

- Adapter les activités productives permettrait d'agir sur plusieurs axes en même temps (circuits courts, gestion des énergies, sensibilisation de la population et des pouvoirs publics, diminution de la consommation d'énergie...)
- Adapter les activités productives aux changements climatiques (agriculture, industrie, résidentiel): permet à la fois de sensibiliser et former tous les acteurs afin de diminuer les consommations d'énergies, diminuer les pollutions, les rejets et les ordures, protéger les ressources et développer la biodiversité et enfin adapter les cultures (moins gourmandes en intrants, en eau, moins sensibles aux parasites et aux maladies notamment et parmi d'autres solutions en changeant les cycles culturaux et allongeant les rotations de culture)
- La plus bénéfique pour notre territoire serait d'adapter des activités productives aux changements climatiques car le changement a déjà lieu. Ce n'est plus une idée lointaine et très peu de ces activités ont innové pour y faire face et se retrouvent maintenant très loin des attentes de la population concernant leur place sur la préservation de l'environnement
- Adapter les productions pour une meilleure sécurité alimentaire, énergétique, sanitaire pour plus d'auto-suffisance locale ou régionale afin de répondre rapidement aux demandes.

Consommation et production d'énergie :

- Aider les particuliers qui investissent dans des moyens de chauffage écologiques.
- Territoire à fort potentiel EnR notamment éolien accompagné d'innovation en développant le stockage via l'hydrogène (power-to-gaz) pouvant être utilisé pour la mobilité, le transport, la production d'électricité, les engins agricoles voire l'industrie...
- Réduire la consommation d'énergie, qu'il s'agisse des particuliers, des collectivités ou des industriels.

Développement local :

- Nous avons beaucoup de producteurs dans notre région, il serait bien de développer les circuits courts, vendre les produits locaux dans les supermarchés du territoire. De plus, en les aidant financièrement, ils pourraient améliorer leur façon de travailler. Le fait de développer les circuits courts réduira l'utilisation des transports de marchandises.
- Travailler sur les circuits courts d'alimentation (restauration scolaire, privée, etc).
- Le local a tout sur place, faire des épiceries ambulantes dans les petites communes avec des produits du terroir.

Les mobilités :

- Développer l'offre de transport à la demande pour réduire l'usage de la voiture particulière.
- Développer les mobilités douces car trop peu sur le territoire. Manque de transport en commun, de co-voiturage, de voies pour les vélos et piétons.
- Redévelopper le transport ferroviaire en rénovant les infrastructures existantes qui permettent de connecter le territoire à la région parisienne (Etampes, Malesherbes) et à Orléans.

La sensibilisation :

- Instruire les jeunes écoliers
- Il semble prioritaire de commencer par sensibiliser les différents acteurs à la transition écologique et de proposer un accompagnement dans ce sens pour construire un projet adapté à notre territoire. De cette sensibilisation et accompagnement se déclineront ensuite les différentes priorités de consommation ou de préservation des ressources.

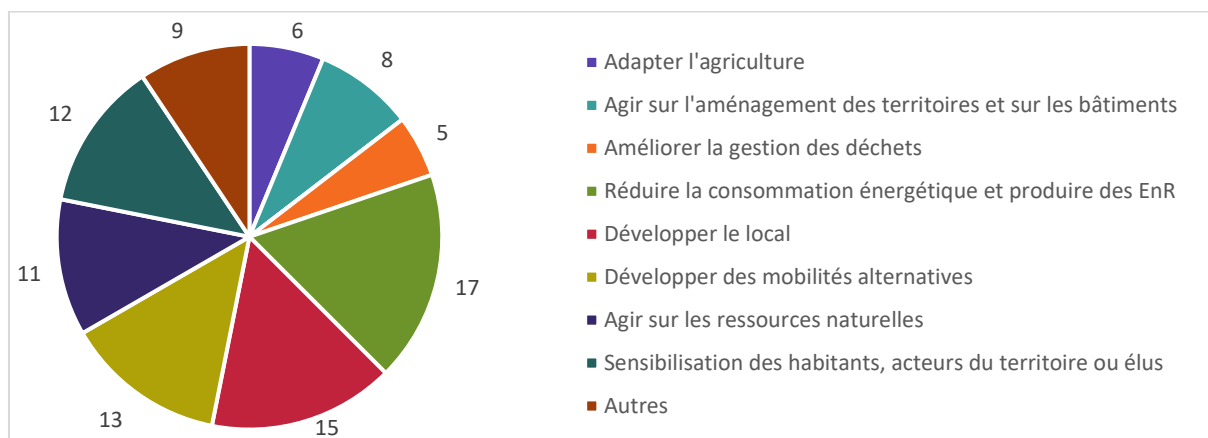
1.4. Des idées d'actions ?

La très grande majorité des habitants et des acteurs socio-économiques du territoire indique effectuer des actions en faveur de l'environnement dans leur vie personnelle. Cela va de la simple économie d'eau ou d'énergie au zéro déchet en passant par l'abandon de la voiture individuelle pour certains trajets.

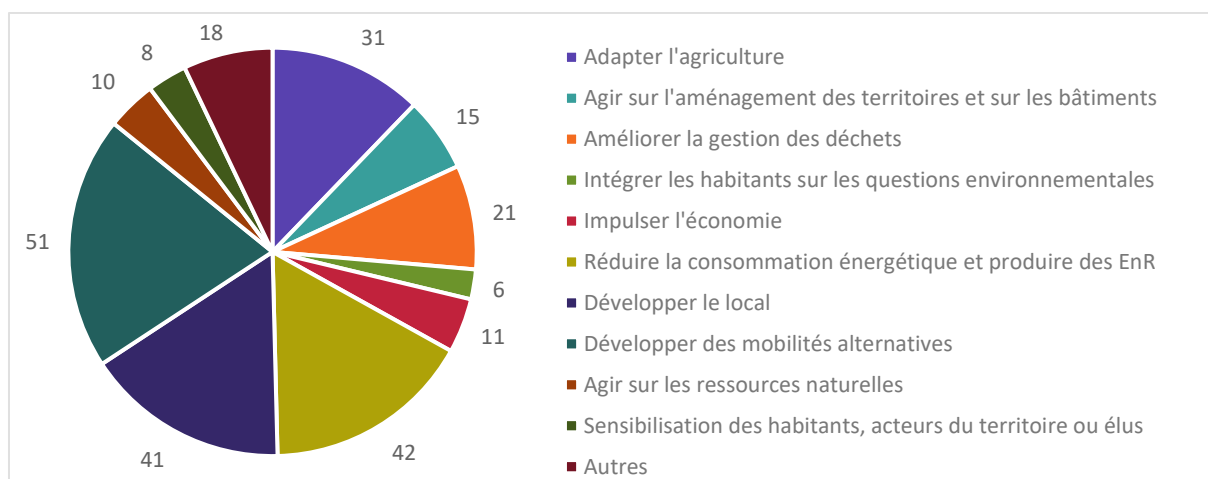
Au niveau des élus, il leur a été demandé s'il y a déjà eu, à l'échelle de la commune, des actions ou de la sensibilisation sur les sujets environnementaux (mandat actuel et précédent). Plus de la moitié des répondants considèrent qu'il n'y a eu ni actions ni sensibilisation.

À la question « Quelles actions voudriez-vous voir apparaître sur votre commune ou sur notre territoire ? », 96 des élus et 254 habitants ont répondu.

Les catégories sur lesquelles agir selon les élus



Les catégories sur lesquelles agir selon les habitants et autres acteurs



Attention, ces chiffres sont des minimas. Plusieurs réponses sont transversales et peuvent alimenter plusieurs questions.

Les réponses à cette question appartiennent à des catégories similaires. Notons toutefois l'apparition de deux nouvelles catégories portant sur l'intégration des habitants sur les questions environnementales ainsi qu'à la dynamique économique territoriale.

Adapter l'agriculture :

- Remettre l'agriculture raisonnée comme une solution écologique et économique
- Promouvoir une agriculture faiblement émettrice de GES (agriculture biologique, circuits courts)
- Réduire l'usage des pesticides agricoles
- Aller vers une nourriture biologique, informer la population de l'importance de la nutrition sur la santé

Agir sur l'aménagement des territoires et sur les bâtiments :

- Une opération d'envergure pour aider les propriétaires à isoler les maisons et immeubles
- Une personne pour aider et conseiller les habitants dans les démarches de rénovation de l'habitat
- Aménagement et transformation des biens publics sur un mode éco-responsable

Améliorer la gestion des déchets :

- Mise en place d'une redevance incitative pour les déchets ; incitation au compostage
- La possibilité de recycler plus de choses dans la poubelle jaune que l'on ne peut mettre actuellement

Associer les habitants aux les questions environnementales :

- Démocratie participative. Référendum local (au niveau d'un village) pour des décisions à prendre concernant l'environnement. Le citoyen doit être au courant en amont de décision, des projets de son village et de pouvoir être acteur de la décision.
- Groupes d'échanges autour des questions sur l'environnement.

Impulser une dynamique économique :

- Expérimenter dans différents secteurs d'activité en lançant, pourquoi pas, des appels à projets d'innovation.
- Aider les habitants et les acteurs sociétaux et économiques (en particulier les agriculteurs) à faire évoluer leurs conceptions et leurs pratiques ; Préparer la formation des acteurs de demain (les jeunes et aussi les moins jeunes)
- Création d'entreprises locales

Réduire la consommation énergétique et produire des EnR :

- Communication sur plusieurs solutions d'économie d'énergie (type d'énergie, mode de régulation...)
- Déployer davantage les énergies renouvelables
- Ne plus installer d'éoliennes !

Développer le local :

- Permettre un circuit plus court pour les producteurs locaux tout en leur permettant de vivre convenablement
- Une vraie boutique de producteurs locaux
- Encourager les producteurs locaux dans tous les domaines et l'intégrer plus dans les chaînes de grande distribution
- Plus de marchés dans les petits villages avec des producteurs « du coin », ou un site où tous les producteurs pourraient communiquer sur leurs produits/prestations, et peut-être un lieu unique pour récupérer sa commande. Aujourd'hui on ne sait jamais où chercher l'info et en fonction des horaires on ne peut pas toujours y aller ; la Région ne communique pas assez

Développer des mobilités alternatives :

- Des pistes cyclables sûres, un accroissement des chemins pédestres et la plantation d'arbres
- Plus de covoiturage, de transports en commun adaptés, le RER est moins pratique qu'avant alors que nous avons la chance d'avoir une gare...
- Faciliter l'utilisation de véhicules électriques ou à hydrogène
- Remettre le train sur Pithiviers, mettre à disposition des vélos électriques en location, piétonisation du centre-ville les week-ends

Agir sur les ressources naturelles :

- Préserver/restaurer les espaces assurant des fonctionnalités d'atténuation des effets du changement climatique (zones humides, espaces boisés)
- Préservation des sols et des forêts par un changement drastique dans les pratiques agricoles et un classement de tous les boisements, les arbres remarquables...
- Récupération de l'eau de pluie

Sensibilisation des habitants, acteurs du territoire ou élus :

- Formation des enseignants de Collèges et Lycées afin qu'ils puissent former à leur tour leurs élèves
- Information du public, et formation à tous niveaux
- Sensibiliser au maximum les citoyens, les entreprises et les élus locaux.

Autres réponses :

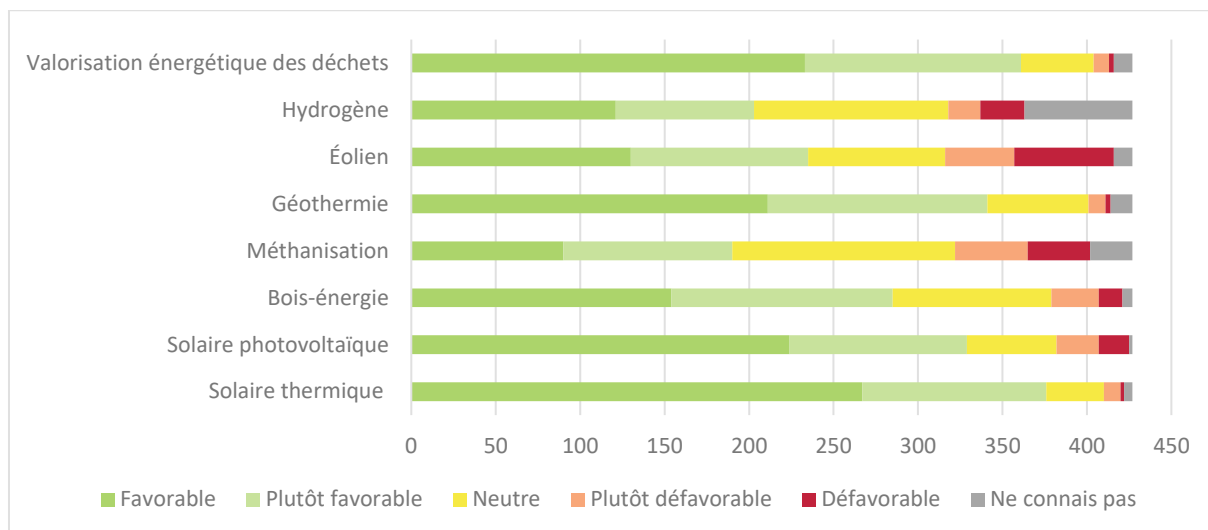
- Tous ! Pourquoi devoir choisir ? Seule la volonté compte...
- Bon sens de la part de tous
- ...

1.5. Les Énergies Renouvelables (EnR)

La dernière partie de l'enquête concernait l'acceptabilité du déploiement des énergies renouvelables. La question posée aux 427 participants était « Différentes sources d'EnR existent : y-êtes-vous favorable ou défavorable ? »

Globalement, les énergies renouvelables sont acceptées. Nous observons toutefois des résultats plus mitigés pour l'éolien et la méthanisation, où les avis défavorables sont plus nombreux. De même pour l'hydrogène, la méconnaissance de cette source d'énergie impacte les résultats.

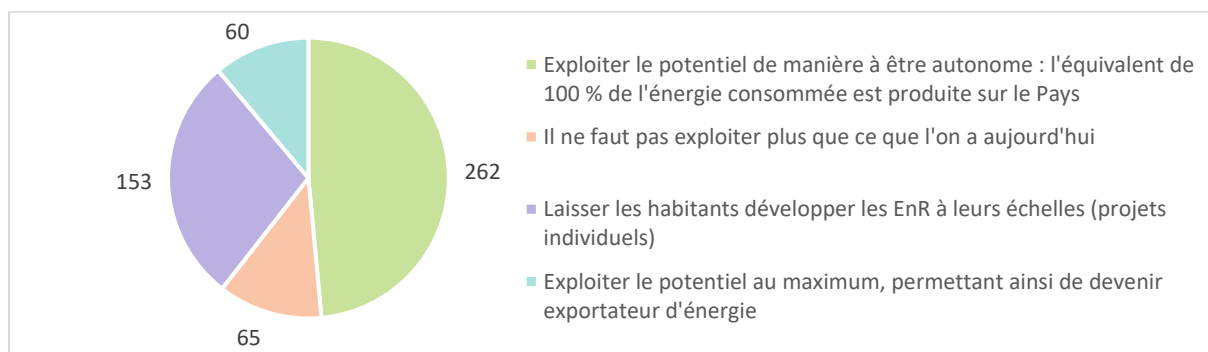
Appréciation des EnR



La question suivante, « tout en considérant la préservation des paysages et des espaces agricoles, jusqu'où faut-il exploiter les potentiels de développement des EnR ? », permet de mettre en avant un souhait d'autosuffisance. Cette autosuffisance implique de produire autant d'énergie que nous en consommons.

L'exploitation des EnR souhaitée par les 427 participants

Attention, il s'agissait d'une question à choix multiples.



Pour plus de renseignements sur la démarche du Plan Climat, se référer à la rubrique PCAET sur le site du PETR Beauce Gâtinais en Pithiverais : <http://www.pays-du-pithiverais.fr/> (onglet « le développement territorial »).

Contact : Gwenaëlle GHESQUIERE – scot.pbgp@orange-business.fr